

six derniers mois, le prix des denrées alimentaires s'est accru de 6 p. 100.» On prétend que nous n'avons pas encore atteint le point culminant et que nous pouvons anticiper une hausse soutenue du coût de la vie et du prix de nos produits. Je crois que c'est actuellement un des points les plus inquiétants de notre économie en général.

J'ai reçu des lettres, comme de nombreux autres députés j'en suis certain, de titulaires de la pension de vieillesse qui se sont rendus dans des super-marchés, ont comparé les prix et ont constaté que le peu d'argent qu'ils cherchaient à épargner pour se procurer le strict nécessaire ne suffisait pas pour se procurer ce dont ils avaient besoin.

L'hon. M. Ricard: Le député me permettrait-il de lui poser une question. Pourquoi a-t-il voté contre notre amendement lorsque nous avons proposé de porter la pension de vieillesse à \$100?

M. Patterson: C'est une interprétation tout à fait fautive des faits, monsieur l'Orateur, et l'honorable député le sait. Il n'était pas question de hausse dans l'amendement de son parti. Il a critiqué et éreinté le gouvernement pour ne pas en avoir accordé, mais il sait aussi bien que moi que l'adoption de la motion n'aurait pas apporté un sou aux titulaires des pensions de vieillesse. Certains de ces hommes politiques, monsieur l'Orateur, parcourent le pays en interprétant faussement les faits et cela en toute lucidité. Je vous affirme que la population commence à se rendre compte de la situation.

Le très hon. M. Diefenbaker: Ils comprennent certainement.

M. Patterson: Ils en ont plein le dos de ces hochets politiques.

L'hon. M. Ricard: Vous pouvez le dire.

M. Patterson: Je parlais de nos citoyens âgés et de nos anciens combattants. Ce sont eux qui souffrent le plus de cette hausse constante du coût de la vie. Vous aurez remarqué, monsieur l'Orateur, qu'hier soir nous avons voté contre le gouvernement parce qu'il n'avait pas accordé certaines choses, dont une augmentation des pensions de vieillesse. Où se trouvaient alors les conservateurs?

L'hon. M. Ricard: Ici.

M. Patterson: Vérifiez le compte rendu et voyez combien étaient absents. Peut-être le chef de l'opposition ne peut-il plus diriger son groupe et il en résulte des absences.

Je fais simplement observer que le coût de la vie augmente sans cesse et que ce sont

[M. Patterson.]

ceux qui peuvent moins le supporter qui en souffrent le plus. Aucune disposition n'a été prise dans le présent budget pour assurer de l'aide requise. Nous parlons d'épargnes et de placements. Je regrette de poursuivre; je me proposais d'être très bref, mais ces interruptions sont intéressantes et fournissent l'occasion de faire quelques digressions.

Toutefois, en ce qui concerne les épargnes et les placements, j'ai ici un article dont je ne vous donnerai pas lecture. Il a paru dans le *Citizen* d'Ottawa en date du 1^{er} avril 1966. Il s'intitule: «Le Rapport révèle que les Canadiens ne peuvent se permettre de faire des placements.» L'article mentionne ensuite que, d'après Babson, une famille dont le revenu s'élève à \$7,000 par année après déduction des taxes dépense 91 p. 100 pour sa subsistance, ce qui lui laisse 9 p. 100 d'économies. Puis, naturellement, si vous réduisez ce montant en proportion du train de vie que mènent un grand nombre de nos citoyens canadiens, il ne reste pas d'argent pour les placements. De fait, la ceinture étant si serrée maintenant, les gens ne pourraient pas la serrer davantage.

• (2.40 p.m.)

Je parle maintenant de l'impôt sur le revenu. Selon les nouvelles parues dans les journaux après la présentation du budget, six contribuables sur dix paieront plus d'impôts. Personne n'ignore que le Canada a l'obligation sociale d'aider ceux qui sont incapables de s'aider eux-mêmes. C'est une obligation qui découle de la nécessité d'amener le gouvernement à faire pour la collectivité ce que nous ne pouvons faire individuellement pour nous-mêmes. Il y a une limite du point de vue financier. On peut tuer la poule aux œufs d'or. A mon sens c'est ce qui se produira si le gouvernement persévère dans sa politique d'augmentation des impôts qui surcharge les Canadiens et les contribuables.

J'ai ici une lettre d'un jeune homme qui est fort mécontent de se voir dicter par le gouvernement comment dépenser son argent, ce qui sous-entend qu'il n'est pas assez intelligent pour le dépenser lui-même. Je cite un court paragraphe:

Pardonnez-moi si je me laisse entraîner, mais j'ai des idées très arrêtées là-dessus et sur d'autres choses que je devrai subir pendant bien des années. Il me semble qu'on organise mon avenir et que tout ce qui me reste à faire est d'écrire des lettres et d'espérer qu'on me permettra quand même de choisir où je travaillerai et ce que je ferai à l'avenir. Parfois j'ai l'impression que je vais sortir de mes gonds lorsque je vois que mes décisions sont prises pour moi par un gouvernement qui me croit incapable de prendre soin de moi-même.

Cela montre clairement quelle est la situation. On voit que certaines personnes pensent